

Réponse à l'interpellation des Shifters Nancy

Nancy-Metz le 01 avril 2022,

Nous remercions les shifters pour leur interpellation sur une question d'une grande gravité. Nous avons explicitement mentionné dans *l'axe 5* de notre programme "S'engager dans les transformations de la société" que nous considérons la nécessité de "lutter à tous les niveaux contre le dérèglement climatique". Au-delà de la position de principe, nous pensons que l'université a un rôle majeur à jouer sur le sujet. Il s'agit d'une question complexe qui doit se penser globalement.

Nous parlons ici d'un sujet déjà intégré par plusieurs collègues dans leurs problématiques de recherche. C'est aussi une thématique dont se sont saisis des collègues avec leur point de vue de spécialistes face à leurs pratiques de recherche au quotidien. Ils œuvrent actuellement à identifier les problèmes et à construire des propositions de solutions. Nous valoriserons ce travail avec sérieux en soutenant leurs actions et en mettant en œuvre leurs préconisations. C'est aussi une modification en profondeur de l'organisation des échanges pratiqués dans le monde de la recherche qui sont producteurs de gaz à effet de serre. Nous soutiendrons ces démarches et animerons la réflexion sur ces transitions majeures de nos métiers.

La seconde grande mission de l'université est celle de la transmission des savoirs et des connaissances, et c'est sur celle-ci que vous avez décidé de focaliser votre action et votre interpellation. Nous pensons qu'il est important de confronter les étudiant·es à ces questions. Des actions sont d'ores et déjà en place, par exemple cela peut prendre la forme de projets communs à plusieurs années de formation, et spécifiques aux secteurs de formations concernés. Nous pourrions soutenir ces actions, portées par des équipes pédagogiques, proposées dans la définition des parcours de formation.

Cependant, nous restons défavorables à l'institutionnalisation de formations particulières. Lorsqu'une autorité, locale ou nationale, impose un enseignement dans toutes les formations, soit elle signifie que les enseignants responsables ne sont pas en mesure de porter un jugement approprié sur les apprentissages nécessaires à l'insertion du diplômé dans la société, soit elle s'emploie à peser sur les idées des apprenants. Vous comprendrez que dans un cas comme dans l'autre il ne s'agit pas de porter un jugement de valeur sur le contenu proposé mais sur la méthodologie retenue. Il apparaît que mettre un tel enseignement obligatoire à l'université explicite le rôle que la société assigne à l'université et lie la qualité de la citoyenneté avec le niveau d'études, en instituant un enseignement citoyen obligatoire réservé aux étudiant·es de l'enseignement supérieur.

Listes ESPOIR - Enseignement supérieur public ouvert, inclusif et rassembleur

Intersyndicale CGT FERC Sup - SNASUB-FSU - SNCS-FSU - SNESUP-FSU - SUD Éducation et des non-syndiqués

Nous avons également clairement inscrit dans notre programme que nous défendons un enseignement fondé sur les connaissances, et non sur la certification de compétences. Par expérience, nous savons aussi qu'une décision descendante imposée aux équipes pédagogiques en situation de pénurie de moyens porte un fort risque de fiasco. Nous pensons le sujet trop important pour prendre ce risque et pensons plus efficace de compter sur les vertus de la pédagogie engagée par les équipes pédagogiques en fonction des secteurs et des thématiques. Comme nous l'avons exprimé en introduction, nous souhaitons clairement travailler à communiquer auprès des personnels de l'université et fournir des solutions concrètes.

Enfin, dans la campagne à plusieurs tours qui est celle se concluant par l'élection à la présidence de l'université, nous avons proposé une personnalité extérieure ayant pour spécialité d'avoir accompagné le rapport Jouzel que vous mentionnez. L'un des arguments de sa candidature était de proposer à l'établissement de participer au suivi du déploiement de ce rapport. Malheureusement, il lui a été préféré d'autres profils qui, selon la connaissance que nous pouvons en avoir aujourd'hui, n'ont aucune appétence pour la question. Nous ne pouvons que regretter ce choix qui va dans le sens contraire de celui que le caractère dramatique de la situation aurait dû imposer.

Nous espérons par cette réponse avoir éclairé nos positions au regard de votre action et nous restons disponibles pour échanger avec vous directement sur les différents aspects de notre réponse.

Le collectif ESPOIR